

La Vie – 4 sep

Géopolitique

La Syrie, otage d'une bataille pour l'énergie

Anne Guion

En sous-main du conflit, la rivalité entre le Qatar et l'Iran autour du champ gazier le plus important du monde et les intérêts géostratégiques des pays du Golfe.

La crise syrienne se nourrit de plusieurs guerres : une guerre civile, un conflit régional entre mondes perse et arabe, entre sunnites et chiites, un face-à-face entre États-Unis et Russie aux allures de guerre froide. Mais aussi une bataille énergétique autour du gaz. Décryptage.

Un possible hub énergétique...

La Syrie se trouve au cœur des intérêts de deux États : le Qatar et l'Iran, la grande puissance régionale. Les deux voisins partagent le plus grand champ gazier du monde : soit 9.700 km² dans le golfe Persique, qui court de part et d'autre de la limite des eaux territoriales des deux pays. C'est le North Dome, du côté qatari, et le South Pars, du côté iranien. Une manne considérable : le site abriterait environ 51.000 milliards de m³ de gaz. La copropriété se passe mal : le Qatar, qui n'est pas soumis aux sanctions internationales comme l'Iran, pompe davantage dans la réserve que son grand voisin. De son côté, la République islamique contrôle le détroit d'Ormuz par lequel transitent les méthaniers qataris.

Pour tempérer les ardeurs du petit émirat, l'Iran menace régulièrement de hausser le prix du passage, voire de fermer le détroit. Inacceptable pour Doha, qui a bâti sa puissance économique sur les exportations de gaz. Pour contourner l'obstacle, les Qataris se sont donc mis à chercher de nouvelles voies de transit. En 2009, Doha avait imaginé un gazoduc terrestre allant du golfe Persique jusqu'à la Turquie. Le pipeline serait passé par l'Arabie saoudite, la Jordanie et la Syrie.

... enjeu d'une bataille entre géants gaziers

C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles le Qatar décide alors de se rapprocher de Damas. Les deux États n'ont pas toujours été en bons termes, loin de là. Qu'importe, en février 2010, l'émirat signe un pacte de défense avec la Syrie. L'entente ne dure pas : Bachar el-Assad finit par dire non au pipeline qatari. « Damas s'est sans doute souvenu de son allié russe, dont les intérêts économiques auraient été menacés, explique Roland Lombardi, doctorant à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (Iremam). D'autant que Gazprom, le géant gazier russe, s'est positionné pour devenir le principal exploitant des réserves de gaz et de pétrole sur le point d'être découvertes au large de la Syrie. » Et en 2011, Assad signe pour la construction d'un pipeline avec l'Iran et l'Irak : l'Islamic Gas Pipeline, qui sera relié au South Stream, le gazoduc russe.

« On comprend mieux l'intérêt du Qatar à un changement de régime à Damas, affirme ainsi David Rigoulet-Roze, chercheur à l'Institut français d'analyse stratégique (Ifas). Il est évident que si le régime de Bachar el-Assad tombe et qu'il est remplacé par un gouvernement de Frères musulmans, ce dernier sera sensible aux demandes de ceux qui les ont aidés à accéder au pouvoir. » Des enjeux qui peuvent expliquer en partie le soutien étonnamment massif offert par le Qatar à la rébellion syrienne. Selon le *Financial Times*, l'émirat a dépensé 3 milliards de dollars pour financer l'armement des rebelles. Un montant qui dépasse de loin

les aides des pays occidentaux – fin novembre 2012, Paris a donné 1,2 million d’euros à la nouvelle coalition formée par l’opposition syrienne. « Mais, ces dernières semaines, avec l’avancée des troupes syriennes, il est évident que seule une intervention occidentale pourrait aider l’opposition syrienne, et donc le Qatar, à arriver à ses fins », poursuit Roland Lombardi.

... dont les européens risquent d’être les grands perdants

Les pays européens ont beaucoup à perdre dans ce dossier. Ainsi, le projet de gazoduc qatari devait être raccordé à Nabucco, un projet de pipeline européen dont l’objectif est d’alléger la dépendance des pays européens au gaz russe. Un enjeu essentiel, surtout depuis la crise du gaz en Ukraine. En 2009, à la suite d’un différend sur le prix du gaz, la Russie avait ainsi stoppé ses exportations à l’Ukraine, provoquant, par un effet domino, des pénuries notamment en Hongrie, en Grèce et en Bulgarie. L’issue de la crise syrienne devrait donc déterminer également en partie le degré de soumission des pays européens à la Russie.

